

Des voix: Oh, oh.

L'hon. M. Pepin: Pour ma part...

M. l'Orateur: A l'ordre.

LA NAVIGATION

LA RÉCUPÉRATION DU REMORQUEUR «EMERALD STRAITS»—L'ENQUÊTE OFFICIELLE EN VERTU DE LA LOI

M. Harold E. Winch (Vancouver-Est): Monsieur l'Orateur, lundi et mardi de cette semaine j'ai, de concert avec d'autres députés, posé des questions au ministre des Transports au sujet d'une affaire qui suscite une certaine inquiétude sur le littoral du Pacifique. Elle a trait à un remorqueur qui a fait naufrage et dont l'équipage a péri. Sauf erreur, le ministre a promis de répondre aujourd'hui. S'il est prêt maintenant à répondre, puis-je lui demander de nous fournir les renseignements qu'il nous a promis.

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, immédiatement après le naufrage du remorqueur *Emerald Straits* une enquête préliminaire a été ouverte au cours de laquelle on a pris des photos et consigné des observations à l'endroit du naufrage. On a repéré le navire. Sa structure n'a pas semblé être endommagée. Cependant, on estime maintenant qu'une enquête officielle s'impose aux termes de la loi sur la navigation canadienne. A mon avis, l'enquête ne pourra aboutir que si le navire est ramené à la surface pour être examiné de façon minutieuse. Par conséquent, on fera l'appel d'offres d'ici quelques jours et l'enquête officielle pourra être amorcée sous peu.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA DÉLIVRANCE DE PASSEPORTS TEMPORAIRES EN VERTU DE CERTIFICATS BRITANNIQUES

M. G. H. Aiken (Parry Sound-Muskoka): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Comme il est absent, je l'adresserai au premier ministre, sans m'en excuser, car la question a trait aux passeports de plusieurs centaines de personnes qui aimeraient partir la semaine prochaine en voyages affrétés. Ils ont des difficultés. Ma question a trait aux difficultés des Canadiens nés en Grande-Bretagne qui ont besoin de leur certificat de naissance comme preuve de citoyenneté auprès du Secrétariat d'État après avoir présenté ce certificat à l'appui de leur demande de passeport. Le ministre ou le premier ministre autoriserait-il l'usage de passeports temporaires,

en vertu des certificats de naissance déjà soumis, dans tous les cas où cela semblerait justifié?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, sauf erreur le ministre et son ministère étudient cette possibilité. Mais je lui rappellerai la chose sans tarder.

LES MACHINES AGRICOLES

LES MESURES À LA SUITE DES CONSTATATIONS DE LA COMMISSION ROYALE

M. Ed Schreyer (Selkirk): Ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Le 1^{er} avril il a dit à la Chambre qu'il recevrait sous peu les recommandations de la Commission royale d'enquête sur le prix des machines agricoles. Les a-t-il maintenant reçues, et si oui, est-il prêt à faire une déclaration à ce sujet d'ici quelques jours?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je vais m'occuper de la chose.

[Français]

QUESTION POSÉE AU CABINET

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce.

Étant donné que la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et l'Université de Sherbrooke refusent de recevoir le très honorable premier ministre, lors des fêtes de la Saint-Jean-Baptiste, l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce a-t-il l'intention de célébrer l'anniversaire de la Société Saint-Jean-Baptiste en même temps que celui de son élection dans la circonscription de Drummond, où le très honorable premier ministre est allé le sauver de justesse?

[Traduction]

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Calgary-Centre a la parole.

LA DÉFENSE NATIONALE

LA COOPÉRATION AVEC LE ROYAUME-UNI DANS LA RECHERCHE

L'hon. D. S. Harkness (Calgary-Centre): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Défense nationale. Étant donné la récente recommandation d'une commission parlementaire britannique préconisant l'élargissement des programmes britanniques conjoints de défense internationale de manière à inclure des pays comme le Canada ainsi que la concentration des efforts sur la base des programmes élaborés par les nations